

Le Royaume-Uni et la France organisent une réunion des ministres de la Défense pour discuter de l'Ukraine

écrit par Monique B | 11 avril 2025



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky, le premier ministre britannique Keir Starmer et le président français Emmanuel Macron discutent en marge du sommet de la « coalition des volontaires », lors d'une réunion trilatérale au palais de l'Élysée, à Paris, le 27 mars 2025. (LUDOVIC MARIN/POOL/AFP via Getty Images)



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky, le premier ministre britannique Keir Starmer et le président français Emmanuel Macron discutent en marge du sommet de la « coalition des volontaires », lors d'une réunion trilatérale au palais de l'Élysée, à Paris, le 27 mars 2025. (LUDOVIC MARIN/POOL/AFP via Getty Images)

Le Royaume-Uni, la France et les autres pays européens impliqués dans la « coalition des volontaires » espèrent toujours obtenir des garanties de sécurité des États-Unis

PAR [CHRIS SUMMERS](#)

10 avril 2025 21:46

Les ministres de la Défense d'une trentaine de pays se sont réunis ce jeudi au siège de l'OTAN à Bruxelles pour discuter d'un éventuel déploiement de troupes en [Ukraine](#) afin d'assurer le respect d'un futur accord de paix avec la Russie.

La réunion de la « coalition des volontaires » fait suite à la visite à Kiev, la semaine dernière, de hauts responsables militaires britanniques et français, dont le chef de l'état-major de la [défense](#) britannique, l'amiral Sir Tony Radakin.

Les États-Unis, qui cherchent à négocier un cessez-le-feu et un accord de paix permanent entre la Russie et l'Ukraine, ne sont pas représentés à la réunion de ce jeudi.

Le ministre britannique de la Défense, John Healey, et le ministre français de la Défense, Sébastien Lecornu, sont les hôtes de la réunion.

Le ministère britannique de la Défense a publié un communiqué avant la réunion, indiquant que M. Healey déclarerait : « *Nous ne pouvons pas compromettre la paix en oubliant la guerre. Nous devons donc exercer une pression encore plus forte sur Poutine et renforcer notre soutien à l'Ukraine, à la fois dans le combat d'aujourd'hui et dans la lutte pour la paix.* »

« *Notre engagement est de placer l'Ukraine dans la position la plus forte pour protéger sa souveraineté et dissuader toute future agression russe* », indiquait le communiqué.

Le Royaume-Uni, la France et les autres pays européens impliqués dans la « coalition des volontaires » espèrent toujours obtenir des garanties de sécurité des États-Unis en cas d'opération de maintien de la paix en Ukraine, ce que le président Donald Trump n'a pas voulu fournir.

M. Trump a discuté avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky d'un accord permettant aux États-Unis de prendre part aux bénéfices de l'exploitation des minéraux rares en Ukraine.

Il a déclaré que l'accord et la présence de sociétés minières américaines en Ukraine dissuaderaient la Russie.

« *Nous serons sur le terrain, et de cette façon, il y*

aura une sécurité automatique parce que personne ne va venir se frotter à nous », avait déclaré M. Trump le 26 février.

Toutefois, M. Zelensky hésite à conclure un accord sur les ressources de son pays sans de solides garanties de sécurité américaines.

Le mois dernier, [M. Zelensky](#) a déclaré que Kiev avait besoin de garanties de sécurité pour parvenir à une « paix réelle et équitable » et mettre fin à la guerre avec la Russie.

Il a souligné que l'absence de garanties de sécurité pour l'Ukraine avait permis à la Russie d'occuper la Crimée et de mener la guerre dans la région du Donbas il y a 11 ans, et qu'elle avait ensuite facilité l'invasion totale de l'Ukraine par Moscou.

Le 20 mars, [M. Trump](#) a affirmé que l'accord sur les minéraux serait signé « très prochainement ».

Lors de la campagne électorale de l'année dernière, M. Trump avait promis de mettre fin à la guerre en Ukraine, mais ses efforts se sont heurtés à des obstacles.

Le 24 mars, les négociations entre les États-Unis et la Russie ont tenté de jeter les bases d'un cessez-le-feu limité à 30 jours, qui mettrait temporairement fin à certains combats.

Tant Moscou que Kiev ont refusé les conditions posées par l'autre pour un tel accord et n'ont pas réussi jusqu'à présent à se mettre d'accord avec les États-Unis sur les types de cibles à inclure ou à exclure d'un cessez-le-feu limité.

Un premier accord, [accepté](#) par l'Ukraine et la Russie le

18 mars, visait à mettre fin aux attaques contre les infrastructures énergétiques civiles pendant 30 jours.

Cet accord a été presque immédiatement violé, les responsables de chaque pays accusant l'autre d'avoir rompu la trêve en sabotant une installation pétrolière dans une partie de la Russie occupée par les troupes ukrainiennes.

Mais plusieurs pays européens, menés par le Royaume-Uni et la France, continuent de travailler sur la forme d'une force – qui pourrait atteindre 30.000 hommes – qui serait envoyée en Ukraine pour maintenir la paix ou dissuader toute agression de la part de l'une ou l'autre des parties.

Des garanties de sécurité crédibles

Le ministère britannique de la Défense a déclaré dans un communiqué : « Le Premier ministre [Keir Starmer] et le ministre de la Défense ont tous deux été clairs sur le fait qu'une paix durable en Ukraine nécessitera des garanties de sécurité crédibles afin de dissuader l'agression russe. »

« Le Royaume-Uni a pris la tête du soutien international afin de permettre à l'Ukraine de continuer à se battre et de se placer dans la position la plus forte possible pour garantir la paix. »

Des représentants d'une cinquantaine de pays se réuniront vendredi au siège de l'OTAN pour solliciter un soutien militaire à l'Ukraine.

Cette réunion sera coprésidée par M. Healey et le ministre allemand de la Défense, M. Boris Pistorius.

Le secrétaire à la Défense des États-Unis, Pete Hegseth, ne devrait pas y participer.

Les réunions de Bruxelles interviennent alors que l'Ukraine accuse la Russie d'avoir exécuté quatre prisonniers de guerre ukrainiens – des soldats qui venaient de se rendre – lors d'un incident survenu le 13 mars.

L'Ukraine a produit des images de drone montrant des soldats portant des uniformes russes tirant sur des Ukrainiens à l'extérieur d'une maison détruite dans le village de Piatykhatky, près de Zaporijjia, dans le sud du pays.

Yurii Bielousov, chef du département des crimes de guerre du procureur général de l'Ukraine, a déclaré : « Quel que soit l'accord de paix, l'Ukraine n'est pas prête à pardonner tout ce qui s'est passé sur son territoire. À l'heure actuelle, nous ne savons pas encore sous quelle forme les responsables devront rendre des comptes. »

Cependant, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré que la Russie traitait les troupes ukrainiennes qui se rendaient conformément au droit international et a ajouté, à propos de l'assassinat de prisonniers de guerre : « Ce n'est pas une politique de la partie russe. »

M. Peskov a également réitéré les affirmations voulant que l'Ukraine ait simulé les atrocités prétendument commises par les troupes russes à [Bucha](#), près de Kiev, au cours des premiers mois de la guerre en 2022.

Avec l'Associated Press

<https://www.epochtimes.fr/le-royaume-uni-et-la-france-organisent-une-reunion-des-ministres-de-la-defense-pour-discuter-de-lukraine-2927093.html>